
H-France Review Vol. 23 (March 2023), No. 47

Jeremy Black, *The French Revolutionary and Napoleonic Wars: Strategies for a World War*. Lanham, Md. and London: Rowman & Littlefield, 2022. xii + 221 pp. Notes, bibliographie, et index. \$85.00 U.S. (hb). ISBN 978-1-5381-6369-6; \$32.00 U.S. (pb). ISBN 978-1-5381-6370-2; \$30.50 U.S. (eb). ISBN 978-1-5381-6371-9.

Compte rendu par Bruno Colson, Université de Namur.

Plus qu'un résumé de ces guerres, il s'agit d'une réflexion globale à leur sujet, posant de très pertinentes questions. L'ouvrage convient aux connaisseurs mais aussi à qui voudrait découvrir cette période, car le langage est clair et les arguments sont solidement développés. L'auteur, mondialement connu pour ses excellentes synthèses, s'appuie sur les études les plus récentes. Comme précisé par le sous-titre, l'analyse se situe au niveau de la stratégie dans le sens accepté aujourd'hui d'interface entre la politique étrangère et la conduite des opérations militaires (chapitre un, « Introduction »). Attentif à la signification de ces guerres sur le long terme, Jeremy Black se veut modeste et entend simplement contribuer au débat. Il ne prétend pas établir de conclusions définitives. Refusant de réduire le sujet à une étude des opérations et des batailles terrestres, il souligne la nécessité d'élargir l'analyse à la situation sur les mers. Ceci conférerait d'emblée un avantage stratégique à la Grande-Bretagne. La stratégie ne se réduit pas à la conduite des campagnes militaires sur terre, qui s'appelle aujourd'hui « art opérationnel » ou « opératif ». Entre 1792 et 1815, la France remporta des succès à ce niveau mais elle fut globalement incapable de les transposer sur le plan politique de manière durable.

Réfléchissant en profondeur sur les implications de toute stratégie quant aux objectifs poursuivis et aux résultats obtenus, Jeremy Black prend soin de situer les affrontements de 1792 à 1815 dans le contexte de l'âge préindustriel (chapitre deux, « Strategic Contexts »). Il relativise à bon droit la notion de révolution et souligne à la fois les continuités dans la façon de faire la guerre et l'accroissement considérable des effectifs, déjà amorcé sous Louis XIV en France. Ce pays bénéficiait d'une position sur « lignes intérieures » face à ses adversaires, à une époque où les communications n'étaient pas aisées. Napoléon l'exploita tant qu'il put, rassemblant une « Grande Armée » sur le front principal, et concentrant les pouvoirs politique et militaire, comme Frédéric II de Prusse l'avait fait auparavant. Les revers subis en 1814 et en 1815 indiquèrent combien Napoléon avait besoin de succès militaires pour recueillir un soutien intérieur. Il devait engager son armée principale de manière « séquentielle » contre ses ennemis, c'est-à-dire les battre l'un après l'autre. Cela réduisait sa stratégie aux succès de ses opérations et en particulier à ses victoires dans des batailles. Cette « opérationnalisation » de la stratégie réussit pendant quelques années seulement. Elle sera plus tard reprise par l'Allemagne durant les guerres mondiales, avec les résultats que l'on connaît. La brève intervention de Napoléon en Espagne, en

1808, révéla son incapacité à comprendre ses adversaires sur le plan politique, et partant son manque d'habileté stratégique.

Les guerres avaient débuté en 1792 par une victoire du nombre, de la masse (chapitre trois, « The Shock of the New? 1792-97 ») : les Français l'avaient emporté en acceptant des pertes humaines beaucoup plus élevées que leurs adversaires (à peu près 4 000 contre 1 241 Autrichiens à Jemappes). Les conséquences politiques furent plus décisives que leurs victoires militaires. Les Français subirent aussi des défaites face aux troupes autrichiennes mieux disciplinées. Ils l'emportèrent à Fleurus le 26 juin 1794 (et non 1793, coquille à corriger, p. 35) mais ils furent chassés de la ligne du Rhin l'année suivante. En instaurant la conscription obligatoire en 1798, ils étaient assurés de disposer d'armées nombreuses, susceptibles d'opérer sur plusieurs fronts en même temps et d'assumer de lourdes pertes. Cela permit à Napoléon d'instaurer de manière permanente des corps d'armée, instruments d'un nouvel « art opérationnel ». L'accent mis sur le mouvement fit sa force dans les batailles aussi : l'artillerie accompagnait une infanterie progressant en colonne et précédée de tirailleurs chargés de désorganiser la ligne ennemie. Les mouvements rapides des Français s'expliquent en grande partie parce qu'ils « vivaient sur le pays ». Outre que ce système n'était praticable que sur des territoires riches et fertiles, il avait le tort de susciter la frustration et la colère des populations civiles. Il y avait déjà des soulèvements avant les guerres de la Révolution française et de Napoléon, mais celles-ci les rendirent plus importants et plus nombreux. C'était dû au fait que les Français transformaient, détruisaient ou remplaçaient les anciennes structures de pouvoir, accéléraient les processus de changement sans tenir compte des populations, notamment sur le plan religieux. Le résultat fut une éclosion d'insurrections, principalement en Espagne mais aussi en Belgique, en Italie, au Portugal, en Allemagne et en Hollande. De son côté, la Grande-Bretagne mettait au point « a strategy of total war » en cas d'invasion française, précise Jeremy Black (p. 63).

L'invasion de l'Égypte par Napoléon rendit manifeste la militarisation de la politique étrangère de la France, et notamment son incapacité à comprendre les autres pays, ce qui est fondamental pour le fonctionnement d'un système international (chapitre quatre, « To Global Strategies, 1798-1803 »). En quelque sorte, la Révolution française avait créé une armée et il était devenu impossible de la démobiliser. En 1798, l'expansion française gagna la Suisse et toute l'Italie, y compris les États pontificaux. Même si sa flotte n'avait pas été détruite par l'amiral Nelson, l'armée française n'avait aucun avenir en Égypte : à côté des maladies, le défi logistique était considérable, les opposants déterminés et la transposition politique d'un succès militaire était loin d'être évidente. La formation d'une Deuxième Coalition en 1798 répondit à cette absence française de toute limite. Lorsque Napoléon renversa le Directoire et prit le pouvoir, il n'était pas sûr qu'il allait vaincre. À Marengo, le 14 juin 1800, il évalua mal la situation créée par ses opérations et aurait pu perdre la bataille. Si cela avait été le cas, la pertinence stratégique de sa traversée des Alpes aurait été remise en question. Dans les Antilles, Napoléon géra la situation aussi mal qu'en Égypte, se révélant incapable de tirer parti de l'opposition de l'Espagne et des États-Unis à la Grande-Bretagne. La France avait recueilli beaucoup plus d'avantages de ce côté dans les années 1779-1783, à l'occasion de la guerre d'Indépendance américaine.

Malgré son « egocentric ambition and posturing », reconnaît Jeremy Black, Napoléon aspirait réellement à une administration des choses rationnelle et moderne, dans l'esprit des Lumières (p. 95). Malheureusement il sapait souvent ses propres efforts par sa rapacité, son militarisme et son néo-féodalisme, manifeste dans sa création d'une noblesse impériale. Fondamentalement, il ne comprenait pas les vertus d'un compromis, il ne croyait que dans la force et le succès. Lorsque

la guerre reprit en 1805, l'Autriche envahit la Bavière en septembre : c'était pour ôter à Napoléon cette base d'invasion et aussi pour empêcher l'allié russe de s'installer dans le Sud de l'Allemagne (chapitre cinq, « Central Europe at Stake, 1804-9 »). La direction autrichienne de la guerre se trompait de théâtre : ce n'était pas en Italie mais en Bavière que se trouvait la Grande Armée (p. 104). Napoléon l'emporta à Austerlitz, puis à Iéna en 1806. Il assura sa domination sur l'Allemagne par la crainte et le ressentiment, ce qui allait nourrir des guerres de revanche. Lorsque fut signé le traité de Tilsit en 1807, convient Jeremy Black, la machine militaire française avait démontré sa supériorité : une articulation plus souple en corps d'armée et en divisions, un meilleur travail des états-majors (p. 112). Les Britanniques étaient prêts à accepter une hégémonie française sur l'Europe de l'Ouest mais Napoléon fit monter les enjeux en décrétant le Blocus continental : incapable d'envahir l'Angleterre, il voulut la mettre en état de banqueroute et la rendre incapable de financer les coalitions anti-françaises. Cette stratégie exigeait un niveau de contrôle sur l'Europe continentale dont l'empereur ne disposait pourtant pas. Elle ôta toute possibilité d'adhésion des peuples conquis : en plus de la conscription imposée partout, le service des seuls intérêts économiques français rendait la domination napoléonienne coûteuse et humiliante. Napoléon commit alors l'erreur fondamentale de s'embarquer dans une nouvelle aventure au Portugal et en Espagne. Contrairement à Louis XIV qui voulait écarter les Habsbourg du trône d'Espagne, il n'y avait aucun danger pour Napoléon de ce côté-là, seulement une occasion d'accroître encore son pouvoir. En 1809, l'Autriche eut l'imprudence de croire qu'elle n'avait pas d'autre choix que de reprendre la guerre contre lui. Elle avait largement surestimé le soutien qu'elle recueillerait en Allemagne. Il n'empêche que le 22 mai Napoléon subit non une défaite mais un échec, en n'ayant pas cru que ses troupes puissent être mises en difficulté en étant adossées au Danube. Sa victoire à Wagram le 6 juillet suivant fut celle d'un meilleur leadership, certes, mais aussi d'une supériorité globale en troupes et en matériel.

Napoléon était incapable de maintenir une alliance où intervenait un compromis. L'incertitude qu'il entretenait volontairement à propos de la Pologne suscita des inquiétudes grandissantes à Saint-Pétersbourg (chapitre six, « New Wars, 1810-14 »). L'abandon par la Russie du blocus de l'Angleterre, très préjudiciable à son économie, entraîna finalement une nouvelle guerre en 1812. Napoléon, selon Jeremy Black, aurait pu donner une dimension navale à son expédition de Russie (p. 136). Cela aurait accru la pression sur le Tsar. La stratégie d'invasion fut purement terrestre et, manquant d'une dimension politique, elle trouva peu de soutien local. Sur les plans stratégique, opérationnel et tactique, Napoléon géra de manière catastrophique la campagne de 1812. En 1813, il agit constamment en joueur, n'ayant que l'offensive en tête, même face à des adversaires dont les forces s'accroissaient. Son refus de tout compromis ne laissa d'autre choix à l'Autriche que de rejoindre la coalition et ce fut un tournant décisif. Les Alliés ne cessèrent pourtant de se montrer modérés envers la France et ceci marqua le Congrès de Vienne en 1814. L'Autriche en particulier répugnait à marcher sur Paris et voulait mettre l'accent sur la reconquête de l'Italie du Nord. C'est Napoléon lui-même, par son intransigeance, qui souda les Alliés, car ceux-ci avaient naturellement des intérêts divergents.

Échappé de l'île d'Elbe en 1815 et revenu en France, Napoléon ne pouvait faire face à l'Europe liguée contre lui que de manière séquentielle, en battant ses adversaires l'un après l'autre, comme il l'avait toujours fait. Mais il n'y parvint pas, ni sur le plan opérationnel durant la campagne de Waterloo, ni sur le plan stratégique (chapitre sept, « War without a Viable French Strategy? 1815 »). Le besoin de temps chez les Alliés pour rassembler leurs forces offrit cependant à l'empereur des Français une occasion d'utiliser ses lignes intérieures et de pratiquer sa stratégie séquentielle. Son offensive en Belgique lui permettait à la fois de museler l'opposition intérieure

s'il remportait des succès et d'infléchir la politique britannique en impressionnant l'opposition parlementaire. Pour les Alliés, la préservation de leur unité de vues était l'essentiel en matière stratégique mais, sur le plan opérationnel, ils n'avaient pas, du moins en juin 1815, les moyens d'envelopper les Français. Ils dépendaient du point où Napoléon lancerait son offensive pour concentrer leurs forces et pouvoir alors bénéficier de leur supériorité numérique. Jeremy Black mène une très bonne analyse et montre qu'il y avait un réel « suspense » opérationnel durant la campagne de Belgique. Dommage qu'il situe Charleroi sur la Meuse au lieu de la Sambre (p. 165).

Napoléon fut incapable de donner une dimension diplomatique à sa stratégie (chapitre huit, « Strategic Assessment »). Tout allié n'était pour lui qu'un client, soumis à sa volonté par l'intimidation et la manipulation. Rien chez lui ne permettait un accommodement, sinon comme un expédient temporaire. Il distribua de grosses sommes d'argent et plus de deux mille titres de noblesse à plusieurs généraux, pour s'assurer de leur fidélité. Il en nomma aussi plusieurs à des postes diplomatiques, signe de la militarisation de sa politique étrangère. L'augmentation de la population européenne à partir des années 1740 et la sortie progressive du « petit âge glaciaire » rendirent sa stratégie soutenable durant un certain temps. Mais les capacités militaires de ses adversaires s'améliorèrent aussi, réduisant progressivement l'avantage initial des Français.

La nécessité de comprendre et d'étudier les campagnes napoléoniennes s'imposa après 1815, d'autant plus que les grands changements dans l'armement ne survinrent pas avant les années 1850 (chapitre neuf, « Later Strategic Scrutiny »). La réflexion de Jomini fut d'ordre opérationnel, pas stratégique. Clausewitz par contre s'efforça d'entraîner l'esprit des commandants en chef et des hommes d'État, développant une approche beaucoup plus large, où la dimension politique conditionnait la nature de la guerre. Ni l'un ni l'autre cependant n'aborda la dimension navale de la stratégie, pas plus que les guerres non européennes. Jeremy Black évoque avec beaucoup de pertinence le langage et la pratique en matière de stratégie. Il aurait pu préciser que le mot *Strategie* était utilisé en allemand dès le début des années 1800, mais dans le sens étroit de « conduite des armées », son sens purement opérationnel donc. Jomini, l'archiduc Charles d'Autriche, Clausewitz et Napoléon lorsqu'il lut les deux premiers à Sainte-Hélène, utilisèrent aussi le mot en ce sens.

Tout au long de son ouvrage, Jeremy Black compare occasionnellement la stratégie de Napoléon à celle d'Hitler, dans ses objectifs, son contenu et ses procédés : non-respect de la parole donnée, indifférence à l'adhésion des peuples dans les territoires conquis, disposition à opprimer ceux-ci et riposte violente à toute forme d'opposition, préférence pour une guerre séquentielle et une stratégie offensive. Black développe encore davantage la comparaison dans ses dernières pages et reconnaît combien un tel rapprochement pourrait en agacer plus d'un. Le premier, précise-t-il, ne mena évidemment aucune politique de génocide comme le second. Il n'empêche que Napoléon put constituer une référence pour certains dirigeants du XX^e siècle, poursuit Black, et on ne peut lui donner tort sur ce point. Il estime que les guerres de la Révolution française et de Napoléon peuvent être vues d'abord dans leur dimension navale : sur ce plan, la stratégie française échoua complètement et la Grande-Bretagne émergea comme le grand vainqueur ; la bataille de Trafalgar fut plus importante que celle d'Austerlitz. Mais Jeremy Black est conscient que cette perspective n'est pas nécessairement adoptée par tous. Les travaux récents se montrent plus critiques envers Napoléon et il avoue se rattacher à ce courant. Mais il admet que les vues puissent différer. Jeremy Black ne cherche pas à imposer son opinion.

Il pointe une fascination excessive pour le maître de l'art du commandement que fut et continue d'être Napoléon (chapitre dix, « Conclusions »). Il y a là un phénomène de circularité, car ceux qui contribuent à cela écrivent sur la stratégie et prêchent en réalité pour l'importance de leur propre discipline. En réalité, Napoléon fut un chef très habile sur le plan opérationnel, dans ses campagnes et ses batailles, même s'il échoua parfois, mais sa stratégie conduisit la France au désastre. Jeremy Black voudrait cependant éviter tout jugement facile. De même que toute bataille conserve des obscurités où il ne sera sans doute jamais possible de savoir ce qui s'est passé exactement, il faut rester conscient de la complexité du sujet. Il peut y avoir des évaluations différentes, multiples, changeantes et pourtant toutes valables, reconnaît Jeremy Black. Il fait une évaluation critique de Napoléon mais reste conscient que tous ne la partagent pas, et c'est tout à l'honneur de ce grand historien.

Bruno Colson
Université de Namur
bruno.colson@unamur.be

Copyright © 2023 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Review* nor republication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on *H-France Review* are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172